

Numéro 49

uni news

ENSEIGNER

De manière interdisciplinaire

INTERROGER

L'actualité

DONNER

Des réponses innovantes

**Sciences sociales :
Saisir la dynamique
du monde**

unine
UNIVERSITÉ DE
NEUCHÂTEL



Master en sciences sociales : Une approche interdisciplinaire pour une réalité complexe

En 2018, le Master en sciences sociales fête ses dix ans. Avec ses quelque 220 étudiant-e-s, il est aujourd'hui le plus important master de l'Université de Neuchâtel, à la grande fierté de la Maison d'analyse des processus sociaux (MAPS), à l'origine de cette formation interdisciplinaire unique en Suisse qui a fait de l'actualité son domaine de prédilection.

C'est le « bébé » de la MAPS. Et depuis 2008, il a bien grandi : 220 étudiant-e-s, une vingtaine de professeur-e-s, et des cours enrichis par des dizaines de recherches innovantes sur des sujets brûlants d'actualité... Celui qui était initialement une orientation du Master en sciences humaines et sociales est devenu un master à part entière avec ses différents piliers à choix : anthropologie, migration et citoyenneté, sociologie, géographie et psychologie et éducation. En dix ans, le Master en sciences sociales a su reprendre le flambeau avec panache et se faire une place à part entière en Suisse.

Sa force ? Concilier l'expertise de ses six instituts pour appréhender une actualité qui se complexifie d'année en année. Une approche interdisciplinaire appréciée et recherchée par les étudiant-e-s, en quête de réponses adaptées aux enjeux contemporains de nos sociétés. Des jeunes qui ont, pour certaines et certains, poursuivi leur carrière académique en rejoignant les équipes de recherche des instituts de la MAPS, pour étudier des sujets aussi variés que l'éducation dans les camps de réfugiés, les mariages transnationaux ou encore la problématique des déchets électroniques, comme vous le découvrirez au fil des pages.

La MAPS, en mots et en chiffres

Née en 2006, la Maison d'analyse des processus sociaux (MAPS) est un centre interdisciplinaire en sciences sociales unique en Suisse. Elle conduit de nombreuses activités de recherches innovantes fondées sur les synergies entre les six instituts qui la composent. Ses recherches sont en lien avec différentes formes de circulation : la circulation des personnes, la circulation des richesses et la circulation des connaissances. Elle a fait de l'innovation sociale son fer de lance.

- Ses six instituts : ethnologie, géographie, psychologie et éducation, sociologie, Forum suisse pour l'étude des migrations et de la population (SFM) et Laboratoire d'études des processus sociaux, qui gère aussi bien les activités de la MAPS que le Master en sciences sociales, tout en menant ses propres activités de recherches ;
- 18 professeur-e-s ;
- Un master en sciences sociales ;
- Près de 220 étudiant-e-s ;
- Plus de 90 doctorant-e-s traitant des problématiques de la MAPS ;
- Près de 40 millions de francs ont été investis dans les projets de recherche de la MAPS ces dix dernières années (dont 6 millions de francs dans le cadre des projets neuchâtelois du *nccr – on the move*).

En savoir plus :

www.unine.ch/maps
www.unine.ch/maps/home/ma-scs.html



Le Master en sciences sociales propose un regard innovant sur des thématiques porteuses.

« Pour comprendre l'actualité, il faut cette double perspective »

Inégalités sociales, migrations, urbanisation, multiculturalisme... En 2008, le Master en sciences sociales voyait le jour avec pour objectif de comprendre les transformations de notre société au travers d'une perspective innovante et interdisciplinaire. Un choix porteur, puisque dix ans plus tard, il est devenu le plus important master de l'Université de Neuchâtel. A la tête de la Maison d'analyse des processus sociaux (MAPS) et responsable de la formation, la professeure en études transnationales Janine Dahinden explique en quoi ce master est unique en Suisse.

Janine Dahinden, comment est né le master en sciences sociales ?

Il faut savoir que ce master est une émanation directe de la MAPS. Il y a douze ans, cette dernière voyait le jour à l'initiative des chercheuses et chercheurs en sciences sociales des cinq instituts de la Faculté des lettres et sciences humaines (FLSH), dans le but de mettre les compétences de chacun et chacune en commun afin de mieux appréhender la complexité de nos sociétés. Deux ans plus tard, la MAPS profitait du passage du système de licence à celui de master pour institutionnaliser son projet interdisciplinaire en lançant le Master en sciences sociales. La chaire que je dirige a d'ailleurs été créée pour gérer et développer, entre autres, cette formation.

En quoi ce master est-il unique en Suisse ?

Sa grande force est d'allier formations interdisciplinaires et disciplinaires. Aujourd'hui, si l'on veut comprendre les questions d'actualité dans leur ensemble, il faut cette double perspective. C'est ce que nous souhaitons transmettre à nos étudiant-e-s. Concrètement, notre master est composé d'un tronc commun qui réunit des enseignements innovants liés à la circulation aussi bien des personnes, des richesses que des connaissances. Cette thématique s'est imposée comme une clé de lecture extrêmement importante et fertile pour appréhender les transformations de la société. L'enseignement y est interdisciplinaire, cela signifie que des professeur-e-s de différents instituts y enseignent. Parallèlement, les étudiant-e-s se spécialisent dans une des cinq disciplines, à savoir : anthropologie, géographie humaine, migration et citoyenneté, psychologie et éducation ainsi que sociologie.

En savoir plus :

www.unine.ch/maps/home/ma-scs.html
www.unine.ch/maps-chaire/home.html

Qu'apporte au quotidien l'interdisciplinarité ?

Pour la pratiquer, il faut une thématique commune, la volonté de travailler ensemble et une même approche épistémologique. Ce qui est notre cas. Reste nos différences. Il faut parfois du temps pour se comprendre : certaines notions, telles que l'identité, l'intégration, la culture, peuvent être comprises différemment selon les disciplines. Il faut travailler, discuter. Au final, c'est enrichissant pour tout le monde. Encore plus pour les étudiant-e-s. En les confrontant à nos différences, nous leur apprenons une flexibilité et une créativité de la pensée qui est un véritable atout en termes de compétences professionnelles.

Quel bilan tirez-vous de ces dix années ?

Un bilan très positif. Notre master a trouvé son rythme de croisière. C'est le plus important de l'UniNE avec ses quelque 220 étudiant-e-s. Il est également reconnu : Neuchâtel est le seul endroit en Suisse où l'on peut étudier les sciences sociales de cette manière. Au niveau enseignement, nous faisons le point chaque année pour savoir ce qui peut être amélioré ou développé en matière d'interdisciplinarité, que ce soit dans la structure du master, dans la composition des cours, les plans d'études, etc. Nous encourageons en outre nos étudiant-e-s à étudier dans d'autres universités et à effectuer des stages. Côté recherche, nous vivons l'interdisciplinarité tout au long de l'année avec diverses activités : des cycles de conférences sur, par exemple, l'innovation sociale, un thème central pour le développement des sciences sociales ; des activités culturelles, comme le Théâtre de la Connaissance ; des projets communs avec le NCCR ; etc. Ce n'est pas un projet statique.

Que reste-t-il à développer ?

Le Master en sciences sociales s'est fait une place en Suisse. Nous voulons à présent le faire davantage rayonner au niveau international. Dans ce but, nous réfléchissons aux possibilités d'élargir l'offre de nos cours afin d'attirer des étudiant-e-s d'autres pays. Un premier projet allant dans ce sens est l'*European master in migration studies*, dirigé par le Forum suisse des migrations, qui démarrera cet automne 2018 et qui drainera des étudiant-e-s du monde entier à l'UniNE, tout en permettant des échanges d'équipes d'enseignements de différentes disciplines.



Pour la professeure en études transnationales Janine Dahinden, directrice de la MAPS, l'interdisciplinarité permet aux étudiantes et étudiants d'acquérir une flexibilité et une créativité considérées comme un véritable atout dans le monde professionnel.



L'Afrique, mais aussi la Chine !

Dans le cadre de l'étude dirigée par Ellen Hertz, le doctorant en ethnologie Yan Schulz, également post-doctorant à l'Université d'Oxford (GB), s'est plus particulièrement intéressé au recyclage (au sens large) des équipements électriques et électroniques usagés (DEEE) importés ou générés en Chine et qui sont démantelés dans de petits ateliers comme dans de grandes usines de recyclage afin d'en extraire les composants de valeur. Dans ce but, il a passé deux années dans le pays, notamment dans la ville portuaire de Guangzhou et dans la province du Guangdong, au sud de la Chine, où il a étudié la valorisation de l'économie circulaire et les efforts de la formalisation du secteur de recyclage en Chine.

En savoir plus :

www.unine.ch/ethno/en/home/recherche/theses/yvan.schulz.html

◀ La doctorante Alice Sala et l'ethnologue Ellen Hertz s'intéressent à la problématique de l'e-waste dans les pays dits en voie de développement.

E. Hertz, A. Sala, Y. Schulz, *Circuits of value, streams of stuff : living off the global trade and treatment of « e-waste »*

La ruée vers l'e-waste

Chaque année, des milliers de tonnes de déchets issus de nos appareils électriques et électroniques, appelés e-waste, sont exportés vers les pays en voie de développement, Asie et Afrique en tête. Ces derniers sont-ils les dépotoirs passifs du « grand Occident » ? Qu'advient-il du matériel usagé une fois arrivé sur place ? Quelle valeur peut-il avoir pour les locaux ? Doctorante à l'Institut d'ethnologie, Alice Sala s'est immergée pendant deux ans dans le plus grand marché de matériel informatique d'Afrique, dans le cadre du projet sur le commerce de l'e-waste dirigé par l'ethnologue Ellen Hertz et soutenu par le FNS. Loin de l'habituel discours victimisant, elle propose une approche nuancée, en s'intéressant à l'impact réel de ce commerce sur les conditions de vie et de travail de milliers de personnes.

Ici, des tours d'ordinateur ; là, des câbles et des circuits imprimés dans des cartons empilés... Et puis, partout, des hommes et des femmes, à l'affût de la bonne affaire. Bienvenue à *Computer village*, le plus important marché de matériel informatique africain situé au cœur de Lagos, la plus grande ville du Nigeria. Durant deux ans, Alice Sala y a vécu, pour comprendre la problématique du commerce de l'e-waste dans le cadre du projet de recherche d'Ellen Hertz : « L'idée n'était pas de faire un exposé sur la gestion des déchets, précise avec humour la professeure en ethnologie. Mais bien de montrer la complexité de ces flux commerciaux et leur impact réel au niveau économique ou environnemental dans les pays concernés. » C'est dans ce but que son équipe a étudié sur place deux flux de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), à savoir : les déchets électroniques importés en Chine, afin notamment d'en extraire les composants de valeur (lire encadré); et les ordinateurs portables de deuxième main qui quittent la Chine et les USA pour atterrir au *Computer Village* de Lagos.

« C'était intense ! concède Alice Sala. J'ai passé des heures sur le marché à observer des milliers de personnes s'activer chaque jour, portées par le même rêve : celui de faire fortune. » Pour gagner la confiance des commerçants et réparateurs du marché, la jeune femme s'est même transformée en ethnologue-commerçante : « J'ai importé des ordinateurs usagés de Suisse pour les revendre sur place », raconte-t-elle. Une approche participante, qui a porté ses fruits : « Cela m'a permis d'entrer en contact avec les Nigériens et de dépasser l'habituel discours de la pauvre Afrique dépotoir des pays sous-

développés. » Ellen Hertz le confirme : « En ethnologie, en plus des entretiens formels et informels, il faut souvent s'investir dans l'activité qu'on étudie afin d'avoir une meilleure idée de ce que cela implique au niveau physique, social et émotionnel. »

Au terme de ces mois de terrain, Alice Sala a pu esquisser une image différente de celle diffusée dans les médias : « Ce que j'ai vu diffère de la narrative classique. Ce ne sont pas des victimes passives. Elles ont une marge de manœuvre importante par rapport au matériel reçu. Si nous percevons l'e-waste comme du rebus, pour elles, il a de la valeur. On le comprend très vite quand on entre dans le circuit. Certains « déchets » vont être réparés, voire modifiés, d'autres réutilisés et transformés... C'est un marché à la fois très complexe et extrêmement dynamique, basé sur une collaboration-compétition proche du fonctionnement des *clusters*. »

Sans oublier les échanges qu'il génère avec d'autres pays : « Chaque année, des milliers de commerçants chinois installés à Lagos importent des déchets du marché nigérian en Chine, témoigne la doctorante. Les commerçants nigériens installés pour leur part dans la ville portuaire de Guangzhou, en Chine, importent au Nigeria des ordinateurs remis à neuf par les Chinois. » Pour Ellen Hertz, ces acteurs informels ont un rôle important au niveau environnemental : « Ils participent directement à la grande chaîne de recyclage du matériel usagé. »

Comment dès lors légiférer sur le flux des DEEE ? Alice Sala s'explique : « Pour éviter que les pays en voie de développement deviennent le dépotoir des pays développés, la Convention de Bâle, un traité international, interdit l'exportation de tous les déchets potentiellement dangereux. Or, poursuit-elle, l'étude montre que les questions posées sont plus compliquées que ça : si l'e-waste ne peut plus être exporté, qu'advient-il de tous ces commerçants et réparateurs ? » Aux yeux d'Ellen Hertz, ce n'est pas en aval qu'il faut légiférer, mais bien en amont : « C'est à la Silicon Valley que sont fabriqués tous ces produits high tech, constitués de matériel dangereux, à obsolescence programmée. C'est bien à ce niveau-là qu'il faut aujourd'hui intervenir. »

En savoir plus :

A global computer village, <https://recherche-ethnologie-cinema.com/a-global-computer-village/www.unine.ch/ethno/es/home/recherche/projets/circuits-of-value-streams-of-stu.html>



« La géographie m'a permis de toucher à des sujets très variés et très actuels »,
Alizée Toffolon, ancienne étudiante,
pilier géographie

« Je voulais comprendre les mécanismes de la migration »

Alizée Toffolon, assistante sociale

« Quand j'ai commencé mes études, je voulais être enseignante. C'est pour cette raison que j'ai choisi dans le cadre de mon bachelor des disciplines telles que l'anglais, l'histoire et la géographie. Mais très vite, je me suis passionnée pour les cours de géographie humaine, notamment pour ceux donnés par le professeur Etienne Piguet sur les migrations. Ça m'a donné envie d'approfondir mes connaissances dans ce domaine, de comprendre ce qui pousse les gens à venir en Suisse et qu'est-ce que le mot « migration » inclut. C'est un sujet qui me tient à cœur, car je suis moi-même issue de la migration : mes grands-parents italiens sont arrivés en Suisse lors de la première grande vague migratoire. J'ai tellement aimé cette discipline que j'ai décidé de poursuivre mes études en faisant un Master en sciences sociales, avec pour pilier principal la géographie humaine. J'ai ainsi pu toucher à des sujets très actuels dans des domaines très variés : la géographie urbaine, politique, économique, sociale... C'était très enrichissant ! J'ai moi-même fait mon mémoire sur le lien entre les migrations et le réchauffement climatique en Haïti. Durant mes études, j'ai toujours été très active dans des associations en lien avec les migrations. J'aime être utile. Aujourd'hui, je suis assistante sociale. C'est un métier où j'apprends énormément de choses qui me serviront pour un travail futur, qu'il soit dans le domaine de la migration ou autre. »

En vidéo :

www.unine.ch/unine/home/futur_etudiant/videos-la-vie-apres-unine.html

L'œuf, la poule et... la morale des marchés

Pour être à la page aujourd'hui, il faut consommer sain, bio et éthique. Un credo que les entreprises ont transformé en créneau. Alimentation, cosmétique, textile... pas un domaine n'est épargné par cette mode. Comment les marchés se « moralisent-ils » ? Quel est le rôle des consommateurs dans leur évolution ? Professeur assistant à l'Institut de sociologie, Philip Balsiger distille quelques réponses sur ces nouvelles tendances en partant du marché des œufs en Suisse.

Partir des œufs pour aboutir à l'éthique, ça en étonne plus d'un. Et ça fait sourire le sociologue : « Pourtant, c'est un marché intéressant, qui permet de montrer les enjeux de cette « moralisation » des marchés au grand public. Peut-être parce qu'il touche le ventre... »

Dans le cadre de sa recherche, Philip Balsiger a plongé dans les Archives fédérales suisses à Berne durant deux ans. Il a également rencontré des membres de l'industrie de l'œuf, des associations de protection des animaux ainsi que des experts. « Il y avait dans les années septante une campagne contre l'élevage des poules en batterie menée par les milieux de la protection des animaux. Les producteurs croyaient dur comme fer que les consommateurs souhaitaient avant tout des œufs bon marché. » Or, les milieux de la protection des animaux ont réussi à se faire entendre grâce à leur travail de sensibilisation. « J'ai été très surpris de voir, par exemple, que le magazine suisse allemand féminin *Annabelle* militait chaque semaine contre l'élevage en batterie. On parlait alors même d'œufs Annabelle pour désigner ceux qui avaient été produits de manière *éthique*. C'était assez précurseur. »

Aujourd'hui, la question ne se pose plus. Les labels bio et éthiques sont devenus monnaie courante, ajoutant de la valeur aux produits consommés. « La morale dans le marché est devenue un marché énorme dans tous les secteurs. » Mais manger moral ou éthique nécessite des moyens. Le « manger éthique » correspond finalement à ce que les milieux aisés jugent important. Or, rappelle le chercheur, il existe d'autres conceptions de la morale. « Réduire la consommation de certains produits, par exemple, peut être tout aussi éthique qu'acheter du bio ! »

A terme, Philip Balsiger projette d'analyser les habitudes cette fois des consommateurs. « Je m'intéresse aux interactions qu'il peut y avoir entre les convictions – être vegan par exemple – et les contraintes de la vie quotidienne et économique, autrement dit : comment les consommateurs réussissent-ils à appliquer leurs valeurs morales sur le long terme ? »

En savoir plus :

www.unine.ch/socio/home/collaborateurs/balsiger-philip.html



Le sociologue Philip Balsiger s'est immergé dans le marché des œufs en Suisse pour comprendre l'émergence de la morale.



« Les couples transnationaux ne peuvent pas être appréhendés sous le seul angle suspicieux de l'abus ou de la contrainte »
Shpresa Jashari, chercheuse au
Laboratoire d'études des processus
sociaux

Circulation des personnes

Mariages transnationaux : au-delà des clichés

L'étude sur les mariages transnationaux en Suisse dirigée par l'anthropologue Janine Dahinden esquisse une réalité complexe en donnant pour la première fois la parole aux personnes concernées. Le point avec Joëlle Moret et Shpresa Jashari, toutes deux chercheuses au Laboratoire d'études des processus sociaux, qui sont allées à leur rencontre.

Il leur a fallu du temps et beaucoup de patience pour récolter ces témoignages. N'entre pas qui veut dans l'intimité d'un mariage : « Ce sont des unions souvent mal perçues par la société », explique la doctorante Shpresa Jashari. Mariages blancs, mariages forcés... les préjugés ont la vie dure. « C'est une thématique qui fait souvent débat sur la scène politique, poursuit-elle. Elle méritait qu'on s'y intéresse de plus près. Les couples transnationaux ne peuvent pas être appréhendés sous le seul angle suspicieux de l'abus ou de la contrainte. »

Dans le cadre du projet soutenu par le Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS), les deux chercheuses ont ainsi mené durant trois ans, entre autres, une trentaine d'entretiens biographiques auprès d'hommes et de femmes né-e-s de parents migrants venant de Turquie, du Kosovo, du Sri Lanka, de Somalie, de Bosnie, de Serbie ou encore d'Erythrée. « Pour comprendre ce type de mariage et ne pas stigmatiser un groupe, il était important d'avoir la plus large palette possible de nationalités », précise Shpresa Jashari. Particularité : ces personnes ont choisi pour partenaire quelqu'un qui vient du pays d'origine et qui y vivait jusqu'alors.

Comment se sont-ils rencontrés ? Qu'est-ce qui a compté dans le choix de leur partenaire ? Pourquoi ont-ils décidé de se marier ? Comment ont-ils vécu le regard des autorités ? Telles sont quelques-unes des questions auxquelles les personnes interviewées ont répondu.

De manière générale, l'étude dresse le portrait de jeunes gens qui ont été toute leur vie en butte aux stéréotypes liés aux origines de leurs parents, et ce malgré leur citoyenneté suisse. Post-doctorante à la MAPS, Joëlle Moret cite plusieurs exemples, dont l'histoire d'un jeune d'origine kosovare qui a souffert des préjugés sur son pays, « ceux des mecs qui se payent de belles bagnoles et trafiquent de la drogue ». « Parfois, en réaction à ces idées préconçues, qui remettent à chaque fois en question leur appartenance à la nation suisse, il y a à l'entrée dans l'âge adulte un regain d'intérêt pour le pays d'origine des parents qui se fait par la langue ou la religion, note Joëlle Moret. Le réinvestissement transnational, par le biais du mariage, peut aussi devenir une forme de réaffirmation identitaire. »

Dans les faits, la majorité des rencontres ont eu lieu lors des vacances passées dans le pays d'origine des parents. D'autres se sont faites via les réseaux sociaux. Enfin, certaines personnes ont demandé à leurs parents de leur chercher un-e partenaire qui leur conviendrait en mobilisant leurs réseaux transnationaux. A l'instar de cette jeune femme d'origine du Sri Lanka, qui les a chargés de lui trouver

un mari dans le pays d'origine : « Elle savait qu'un mariage ailleurs en Suisse ou en Europe l'obligerait à s'éloigner de sa famille, expliquent les deux chercheuses. Elle a utilisé sa nationalité suisse comme un atout dans les négociations matrimoniales. »

Bénéficiant d'une double nationalité, d'une deuxième langue et d'une formation reconnue internationalement, un grand nombre des personnes interviewées a accès à des couches de la population au statut social élevé dans le pays d'origine. « Pour beaucoup, se marier avec quelqu'un qui n'a pas fait d'études est inconcevable, poursuit Joëlle Moret. Il est important d'avoir un-e partenaire qui leur ressemble, qui partage le même statut social. »

Quant à leur mariage, presque toutes les personnes auraient souhaité avoir plus de temps pour se connaître. Mais la législation est telle en Suisse qu'elles se sont vues contraintes de se marier rapidement et de subir des démarches administratives ressenties en majorité comme intrusives : « Elles ont dû prouver aux autorités qu'elles s'aimaient vraiment. Souvent, cette intrusion dans leur intimité a été vécue de manière très violente », confirment les chercheuses.

Esquissant une réalité plus complexe qu'elle n'y paraît, l'étude démontre enfin que les pratiques matrimoniales exercées dans le cadre des mariages transnationaux ne sont finalement pas si éloignées de celles qui ont lieu en Suisse.

J. Dahinden, J. Moret et S. Jashari, *Cross-border marriages under conditions of transnationalization and politicization. A case study in Switzerland.*

En savoir plus :

www.unine.ch/maps-chaire/home/recherche/projets/mandats_en_cours/cross-border-marriages-under-con.html

Une étude transnationale

L'étude sur les mariages transnationaux dirigée par Janine Dahinden comporte également un volet international. Pendant une courte période, les chercheuses se sont rendues dans trois pays, le Kosovo, la Turquie et le Sri Lanka, pour rencontrer cette fois les personnes du pays d'origine qui allaient se marier avec un-e Européen-ne, ayant souvent une double nationalité, dans le but de suivre leur parcours – démarches administratives, cours de langues, etc. Shpresa Jashari a passé près d'un mois au Kosovo : « Ce qui est intéressant avec cette étude multisite, c'est qu'elle montre comment ces personnes, qui ne sont pas encore arrivées en Suisse, entrent déjà dans un processus de sélection et doivent rapidement se positionner par rapport aux stéréotypes liés à leur nationalité. »



Joëlle Moret, chercheuse à la MAPS :
« Pour beaucoup, il est important d'avoir un partenaire qui leur ressemble, qui partage le même statut social. »

« J'ai apprécié son côté interdisciplinaire »

Morgane Wüthrich, déléguée à l'égalité de l'Université de Neuchâtel

« J'ai commencé mon master en 2008, juste avant que ce dernier ne change de nom. S'il porte l'ancienne dénomination, c'est bien le programme proposé par le Master en sciences sociales que j'ai suivi. Après un Bachelor en langue et littérature anglaises, langue et littérature françaises et psychologie, je suis partie enseigner le français durant une année à Londres en tant que *Foreign language Assistant* dans une école secondaire. À mon retour en Suisse, dans le cadre du master, j'ai ensuite opté pour l'orientation Psychologie et éducation par intérêt pour les enseignements proposés. Ce master m'a particulièrement plu pour son côté interdisciplinaire, en matière de contenu et de provenance des professeur-e-s ainsi que des étudiant-e-s. Les sujets qui y sont traités touchent à des questions actuelles et pertinentes, en lien avec les enjeux auxquels notre société est confrontée. J'ai beaucoup apprécié la perspective socioculturelle de l'Institut de psychologie et éducation. Un institut qui, avec la professeure Tania Zittoun, s'intéresse notamment aux transitions et aux trajectoires de vie. J'ai d'ailleurs écrit mon mémoire sur l'utilisation des communautés virtuelles en tant que ressources lors de la transition vers la maternité. Une fois mon master en poche, en 2011, j'ai eu l'occasion d'occuper des fonctions variées, tant dans le secteur public que dans le secteur privé. Les solides compétences transversales et la rigueur méthodologique acquises durant le master m'ont toujours été très utiles. Ma formation à l'UniNE m'a en outre donné une soif d'apprendre qui ne s'est depuis jamais tarie. »

Morgane Wüthrich a choisi, dans le cadre de son master, ►
la psychologie

Très actif dans le domaine des migrations, Raphaël Rey
a préféré le pilier Migration et Citoyenneté.





« J'ai pu étudier la migration sous différents angles »

Raphaël Rey, doctorant à l'Université de Neuchâtel
et responsable projet à l'Entraide Protestante Suisse (EPER)

« J'ai choisi de faire un Master en sciences sociales par intérêt personnel. Après mon Bachelor en histoire et en anthropologie, j'ai pris une année sabbatique pour faire mon service civil : j'ai travaillé durant six mois au sein de l'association AGORA, active auprès des réfugiés dans le canton de Genève. Ça m'a beaucoup marqué et j'ai décidé de faire ce master en choisissant comme pilier principal Migration et Citoyenneté, à l'Université de Neuchâtel, considéré comme un pôle d'excellence dans ce domaine. Les thématiques liées à la migration m'ont toujours intéressé, que ce soit lors de mes études, où j'ai pu suivre un séminaire sur la procédure d'asile avec la professeure Marion Fresia, ou dans mon engagement associatif : depuis 2014, je travaille régulièrement pour Vivre Ensemble, une association active dans la défense du droit d'asile et des réfugiés. Pour moi, c'était important d'en savoir plus. Ce master m'a permis d'aborder les questions migratoires sous différents angles : celui du droit, de l'anthropologie, de la géographie ou de la sociologie. Le fait que ce soit une petite université a également ses avantages : on peut travailler en petits groupes ; on a également une plus grande proximité avec les professeur-e-s avec qui l'on a des rapports plus directs. Côté professionnel, j'ai réussi à poursuivre dans cette voie, puisque je travaille actuellement pour l'EPER, sur un projet soutenant les personnes migrantes de plus de 55 ans dans le canton de Vaud. J'ai par ailleurs toujours un pied à l'UniNE, où je suis en train de terminer une thèse, dirigée par la professeure Christin Achermann, portant sur les parcours administratifs et les expériences quotidiennes de demandeurs d'asile en Suisse. »

En vidéo :

www.unine.ch/unine/home/futur_etudiant/videos-la-vie-apres-unine.html

L'éducation dans les camps de réfugiés sous la loupe

Chaque année, les écoles de réfugiés contribuent à la scolarisation de centaines de milliers d'enfants dans le monde, dans des régions souvent instables. Comment ces écoles fonctionnent-elles ? De quels objectifs sont-elles investies ? Comment les enfants, dans ces contextes, apprennent-ils à devenir de futur-e-s citoyen-ne-s ? Pour répondre à ces questions, une équipe de recherche est allée observer des écoles de réfugiés congolais au Rwanda et en Tanzanie, sous la houlette de l'anthropologue Marion Fresia et de la psychologue socio-culturelle Anne-Nelly Perret-Clermont. Une approche interdisciplinaire qui a permis d'appréhender une thématique complexe.

« Pour moi, il était clair que la MAPS m'offrait des perspectives de collaborations interdisciplinaires très riches », précise d'emblée Marion Fresia, professeure à l'Institut d'ethnologie à l'origine de cette recherche soutenue par le Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS) : « Dès sa rédaction, j'ai pensé qu'il serait important de compléter mon regard d'anthropologue avec celui de mes collègues de l'Institut de psychologie et éducation. » Pourtant, elle n'est pas novice en la matière. Spécialisée dans les thématiques de la migration forcée et des bureaucraties de l'asile, elle a touché au domaine de l'éducation en travaillant quelques années dans ce secteur au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), à Genève. « J'ai visité dans ce cadre-là de nombreuses écoles de réfugiés en Afrique, raconte-t-elle. Mais il s'agissait de visites éclair. C'était très frustrant : au-delà de la vision idéalisée de l'éducation véhiculée par le discours humanitaire, ces écoles restaient de véritables boîtes noires. J'ai pu en outre observer, sur le terrain, leur instrumentalisation à des fins politiques ou de contrôle migratoire », se souvient-elle.

Dès son arrivée à l'UniNE, Marion Fresia lance son projet de recherche sur l'éducation dans les espaces d'exception. Elle s'approche de la professeure Anne-Nelly Perret-Clermont, de l'Institut de psychologie et éducation. « C'était important pour moi qu'il y ait cette double perspective, insiste l'anthropologue. Les écoles de réfugiés sont situées au croisement de deux phénomènes contemporains : la multiplication des camps d'un côté, devenus aujourd'hui le moyen privilégié pour gérer l'accueil des réfugiés ; et la globalisation de l'école, de l'autre, devenue la modalité dominante de transmission des connaissances.

Or, jusque-là, ces deux phénomènes avaient rarement été étudiés ensemble. » Andreas von Kaenel et Adeline Payot, tous deux doctorant-e-s, partent ainsi durant douze mois étudier les dispositifs éducatifs humanitaires des camps de Nyarugusu, en Tanzanie, et de Gihembe, au Rwanda, qui accueillent les Congolais fuyant les violences de la région du Kivu.

Concrètement, l'interdisciplinarité s'est construite par étapes. « Spécialisée dans les transitions de l'enfance à l'âge adulte, Anne-Nelly Perret-Clermont nous a permis d'ouvrir de nombreux tiroirs et de questionner notre propre démarche, souligne Marion Fresia. Ensemble, nous avons construit des concepts à l'interface de nos deux disciplines, par exemple en appréhendant les écoles avant tout comme des dispositifs « habités » et négociés, dans lesquels une multiplicité d'acteurs institutionnels et non institutionnels (organisations humanitaires, acteurs étatiques, paramilitaires, etc.) interviennent. Nous avons également tenu compte des autres espaces de socialisation dans lesquels les enfants naviguent. C'était important de sortir de l'école pour comprendre ce qu'il s'y passe à l'intérieur. »

Une collaboration enrichissante, qui a permis notamment de montrer que ces écoles sont des espaces de tensions : d'un côté, elles cherchent à réinclure les enfants dans un ordre « scolaire » et à assurer leurs droits fondamentaux - des droits souvent en contradiction avec leur réalité, émaillée par les violences quotidiennes de leur région - mais leurs modes de fonctionnement restent en même temps imbriqués à des politiques d'exclusion et de contrôle migratoire. Cela crée des dissonances : « Chaque jeune va naviguer à travers ces différentes logiques, en tentant de donner sens à ce qu'il vit, à son propre parcours, à sa vision de l'avenir et, surtout, de préserver sa dignité. »

Cette recherche a donné lieu à un colloque international ainsi qu'à plusieurs séminaires sur la globalisation du champ scolaire qui ont permis aux étudiant-e-s du Master en sciences sociales de mener dans une approche pluridisciplinaire mêlant sociologie de l'éducation, anthropologie du développement et psychologie socio-culturelle, une réflexion critique sur le phénomène de globalisation.

En savoir plus :

<http://p3.snf.ch/project-140475>



La psychologue socioculturelle Anne-Nelly Perret-Clermont et l'anthropologue Marion Fresia ont réuni leurs compétences au service d'un projet brûlant d'actualité.



10 ANS DU MASTER EN SCIENCES SOCIALES

7 mars 2018 (entrée libre), de 18h à 19h30

Aula des Jeunes-Rives, Espace Louis-Agassiz 1, Neuchâtel

18h - Ouverture de la cérémonie avec le témoignage-vidéo d'ancien-ne-s étudiant-e-s et accueil avec Janine Dahinden, professeure en études transnationales et directrice de la Maison d'analyse des processus sociaux (MAPS)

18h - La procédure d'asile en Europe : la preuve par le corps

Conférence d'Estelle d'Halluin, maître de conférences en sociologie de l'Université de Nantes et chercheuse au Centre nantais de sociologie

En 2016, plus de 1,26 million de demandes d'asile ont été déposées dans les pays de l'Union européenne. Au terme d'une procédure d'évaluation, plus de la moitié d'entre elles ont abouti à une protection internationale (source Eurostat). Pour chaque demande déposée, la personne requérante a dû convaincre les représentants de l'Etat d'accueil des menaces de persécution qu'elle encourait dans son pays. Cette conférence propose d'examiner les enjeux de cette épreuve bureaucratique et la place prise par le corps dans cette entreprise de justification. Le corps est tout à la fois le lieu d'inscription du pouvoir, une ressource mobilisée pour revendiquer des droits, un objet de savoirs (et de débats) disciplinaires. Nous interrogerons ses usages sociaux dans la procédure d'asile en Europe, notamment la production et la réception des attestations médicales. À quelles conditions sociales et politiques le corps devient-il la preuve d'une vulnérabilité ? Quels positionnements pratiques, éthiques et politiques les personnes actives dans le domaine de la santé défendent-elles quand elles sont associées à cette entreprise de justification ?

19h - Regards croisés sur la conférence. Marion Fresia, professeure à l'Institut d'ethnologie, et Laure Kloetzer, professeure assistante en psychologie socioculturelle

19h10 - Débat avec le public

Cette manifestation clôt la première édition de :

La Journée des Masters de la Faculté des lettres et sciences humaines (FLSH)

Programmes : www.unine.ch/journee-masters